



CONVENTION DE SERVITUDE AMIABLE « EP » POUR L'IMPLANTATION D'UN EQUIPEMENT D'ECLAIRAGE PUBLIC

Entre les soussignés :

Madame le Maire, Représentant de la ville de Biarritz

Siège de la mairie : 12 Avenue Edouard VII, 64200 BIARRITZ

Et

.....

Demeurant au :

agissant en qualité de **syndic de copropriété / propriétaire**, et désigné ci-après par l'appellation le « **PROPRIETAIRE** », d'autre part,

Le propriétaire déclare que la totalité des parcelles ci-après désignées (sauf erreur ou omission du plan cadastral) lui appartiennent :

COMMUNE	SECTION	NUMERO	LIEU-DIT	AFFECTATION DES PARCELLES (*)
BIARRITZ

Conformément aux articles L. 171-4 à L. 171-9 du Code de la Voirie Routière, il convient d'établir entre les parties une convention créant des servitudes en vue de permettre la mise en œuvre d'équipements d'éclairage public réalisée sous la maîtrise d'ouvrage de la mairie.

Article 1^{er} – Droits de servitudes consentis à la ville

Après avoir pris connaissance du tracé de l'implantation des ouvrages d'éclairage public sur la ou les parcelle(s) ci-dessus désignée(s), le **PROPRIETAIRE** reconnaît à la mairie, maître d'ouvrage, pour l'exploitation les droits suivants :

1.1 ☒ Etablir à demeure ancrages pour appareils d'éclairage public à l'extérieur des façades donnant sur la voie publique ou sur les toits ou terrasses riverains des voies publiques ou sur un poteau (comme implanté sur le plan annexé) ;

1.2 ☐ Fixer les conducteurs aériens sur la façade implantée sur la parcelle ci-avant référencée, ainsi que des habillages de protection éventuels ;

1.3 ☒ Poser ou encastrier coffret et/ou ses accessoires notamment dans un mur, un muret ou une façade, avec pose d'un câble sur façade (comme implanté sur le plan annexé) ;

1.4 ☐ Fixer les conducteurs aériens en surplomb de la ou les parcelle(s) ci-avant référencée(s) sur une longueur totale d'environ mètres (comme implanté sur le plan annexé) ;

1.5 ☐ Faire surplomber la ou les parcelle(s) par des équipements d'éclairage public (comme implanté sur le plan annexé) ;

1.6 ☐ Poser candélabre(s) avec massif béton sur la parcelle ci-avant référencée, (comme implanté sur le plan annexé).

1.7 ☒ Déposer les ouvrages installés sur la ou les parcelle(s) ci-avant référencée(s), (comme implanté sur le plan annexé).

Article 2 - Droits et obligations du propriétaire

2.1 Le **PROPRIETAIRE** conserve la propriété et la jouissance des parcelles.

2.2 Le **PROPRIETAIRE** s'interdit toutefois de faire sous le tracé et à proximité des ouvrages définis à l'article 1^{er}, quelconque plantation d'arbre ou arbuste, et plus généralement aucun travail ou construction qui soit préjudiciable à l'établissement, l'entretien et la solidité des ouvrages.

Le **PROPRIETAIRE** s'interdit également de porter atteinte à la sécurité des installations.

2.3 Les ouvrages d'éclairage public pourront être déplacés ou modifiés aux frais de la mairie si le **PROPRIETAIRE envisage de réaliser des travaux (clôture, nouvelle construction, démolition, réparation ou surélévation de la construction existante) rendant incompatibles le maintien des installations d'éclairage public en place**. Ces travaux s'entendent de ceux faits à proximité des ouvrages définis à l'article 1^{er} et pouvant les impacter.

Pour ce faire, il est nécessaire de contacter la mairie au moins 1 mois avant le début des travaux pour que les services techniques de la ville puissent faire le nécessaire



Envoyé en préfecture le 07/04/2023

Reçu en préfecture le 07/04/2023

Publié le



ID : 064-216401224-20230403-DGS_2023_04_10-DE

Article 3 – Indemnisation éventuelle

3.1 En égard à la nature et à l'objet des travaux réalisés, la présente convention est conclue à titre gratuit.

3.2 Par ailleurs, les dégâts qui pourraient être causés aux biens à l'occasion de la construction, de l'aménagement, de la surveillance, de l'entretien, de la réparation, du remplacement ou de la rénovation des ouvrages, feront l'objet d'une indemnité versée suivant la nature du dommage, soit au **PROPRIETAIRE**, soit à l'occupant, fixée à l'amiable ou à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

Article 4 – Responsabilités

4.1 La mairie prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

4.2 Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.

4.2 Tous les frais d'entretien et de fonctionnement de l'éclairage public demeurent à la charge de la mairie.

Article 5 – Effets de la présente convention

5.1 Le **PROPRIETAIRE** s'engage dès maintenant à porter la présente convention à la connaissance des personnes qui ont ou qui acquièrent des droits sur la parcelle impactée par les ouvrages d'éclairage public, notamment en cas de transfert de propriété ou de changement de locataire.

5.2 En cas de location, d'affermage ou autre, le **PROPRIETAIRE** s'engage à informer immédiatement son locataire, fermier ou autre de la signature de ladite convention.

Article 6 – Litiges

6.1 Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable.

6.2 A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal du lieu de situation de la parcelle.

Article 7 – Entrée et durée d'application

7.1 La présente convention prend effet à dater de ce jour, et est conclue pour la durée de vie des ouvrages dont il est question à l'article 1^{er} ou de tous autres ouvrages qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants ou, le cas échéant, avec une emprise moindre.

7.2 Eu égard aux impératifs d'intérêt général, le **PROPRIETAIRE** autorise la mairie à commencer les travaux dès la signature de la présente convention.

7.3 En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de justice administrative, la présente convention peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans les deux mois qui suivent sa notification aux intéressés.

Article 9 – Mention légale d'information

La mairie dispose d'un traitement informatique pour l'accomplissement des formalités liées à la présente convention.

A cette fin, la mairie est amenée à enregistrer des données concernant les parties à des fins de sécurisation de la convention pour la durée de vie de l'ouvrage. Le traitement des données personnelles du **PROPRIETAIRE** satisfait, selon l'article 7 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, à l'exécution de mission de service public dont est investi la mairie concernant la compétence d'éclairage public.

En vertu de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les parties peuvent exercer leurs droits d'accès et de rectification aux données les concernant auprès du Service Espace Public de la mairie.



Envoyé en préfecture le 07/04/2023

Reçu en préfecture le 07/04/2023

Publié le



ID : 064-216401224-20230403-DGS_2023_04_10-DE

Photographie de l'implantation des ouvrages :

Fait en deux exemplaires,

A, le

A Biarritz, le

Le **PROPRIETAIRE**,**Annexe 1 : Visuel matériel****Annexe 2 : Extrait du plan d'implantation des ouvrages**